

Cote du document:	EB 2007/92/R.38
Point de l'ordre du jour:	13 a)
Date:	6 novembre 2007
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

Conseil d'administration — Quatre-vingt-douzième session
Rome, 11-13 décembre 2007

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Shantanu Mathur

Coordonnateur des dons
téléphone: +39 06 5459 2515
courriel: s.mathur@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation d'approbation	iii
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	3
Annexes	
I. Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS): Programme d'appui à la gestion des projets en Asie (APMAS)	4
II. Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS): Programme régional en faveur du développement rural et de la réduction de la pauvreté rurale - Unité régionale d'assistance technique (RUTA)	9
III. Unité et coopération pour le développement des peuples (UCODEP): Programme mondial visant à remédier à la marginalisation des migrants et des paysans pauvres de l'Équateur, du Maroc et du Sénégal par le biais de filières commerciales et de la promotion de la diversité	14

Sigles et acronymes

APD	Aide publique au développement
APMAS	Programme d'appui à la gestion des projets en Asie
CAC	Conseil centraméricain pour l'agriculture et l'élevage
CCAD	Commission centraméricaine de l'environnement et du développement
Cmt Altromercato	Organisation italienne pour un commerce équitable
DFID	Ministère du développement international (Royaume-Uni)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
PACA	Politique agricole centraméricaine
RUTA	Unité régionale d'assistance technique
UCODEP	Unité et coopération pour le développement des peuples
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver les recommandations relatives aux propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, telles qu'elles figurent au paragraphe 10, page 3.

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

1. J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant trois propositions de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 4 180 000 USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui aux programmes de recherche et de formation menés par les centres internationaux ci-après ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et Unité et coopération pour le développement des peuples (Unità e Cooperazione per lo Sviluppo dei Popoli [UCODEP]).
2. Les documents relatifs aux dons soumis au Conseil d'administration pour approbation figurent en annexe au présent rapport:
 - i) UNOPS: Programme d'appui à la gestion des projets en Asie (APMAS)
 - ii) UNOPS: Programme régional en faveur du développement rural et de la réduction de la pauvreté rurale - Unité régionale d'assistance technique (RUTA)
 - iii) UCODEP: Programme mondial visant à remédier à la marginalisation des migrants et des paysans pauvres de l'Équateur, du Maroc et du Sénégal par le biais de filières commerciales et de la promotion de la diversité
3. Les objectifs et la teneur des programmes de recherche appliquée considérés sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA, ainsi qu'aux principes et critères régissant son programme de dons.
4. Les objectifs stratégiques primordiaux qui guident la politique du FIDA en matière de dons approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2003 sont les suivants:
 2. a) promouvoir des travaux de recherche utiles aux pauvres sur les approches novatrices et les options technologiques en vue de renforcer l'impact sur le terrain; et/ou
 3. b) renforcer les capacités utiles aux pauvres des institutions partenaires, y compris les organisations à assise communautaire et les ONG.
5. Découlant de ces objectifs et de ceux du Cadre stratégique du FIDA pour 2007-2010, les buts spécifiques de l'appui apporté par le FIDA sous forme de dons concernent: a) les groupes cibles du Fonds et les stratégies de sécurité alimentaire des ménages, plus particulièrement dans les régions reculées et les zones agroécologiques marginalisées; b) les technologies fondées sur les systèmes de savoir traditionnels locaux/autochtones adaptées aux sexospécificités et de nature à renforcer et à diversifier le potentiel productif des systèmes agricoles pauvres en ressources en améliorant la productivité en exploitation et hors exploitation et en s'attaquant aux entraves à la production; c) l'accès aux avoirs productifs (terre et eau, services financiers diversifiés en milieu rural, main-d'œuvre et technologie); d) la gestion durable et productive des ressources naturelles, qu'il s'agisse de leur utilisation ou de leur conservation; e) les mesures propres, tant au niveau local que

national, à inciter les ruraux pauvres à accroître leur productivité et à réduire ainsi leur dépendance à l'égard des transferts; f) l'accès des petits producteurs primaires impliqués dans des petites et moyennes entreprises et des chaînes de valeur à des marchés transparents et compétitifs d'intrants et de produits au service de ces producteurs; et g) un cadre institutionnel au sein duquel les institutions formelles et informelles, publiques et privées, locales et nationales peuvent dispenser des services aux populations économiquement vulnérables, en fonction de leur avantage comparatif. Dans ce cadre, le financement octroyé par le FIDA sous forme de dons vient en appui à des approches axées sur les filières-produits dans un souci d'autociblage parmi les ruraux pauvres. Enfin, le programme de dons du FIDA encourage la création et la consolidation de réseaux destinés à la collecte et à la diffusion de savoirs utiles aux pauvres qui, à leur tour, aideront le Fonds à forger des liens stratégiques durables avec ses partenaires du développement et à démultiplier les effets de ses programmes de recherche et de renforcement des capacités financés au moyen de dons.

6. Les dons proposés dans le présent document s'inscrivent dans les objectifs stratégiques cités plus haut.
7. L'APMAS répond aux deux principaux objectifs stratégiques dans la mesure où: i) il encourage l'innovation et les meilleures pratiques de gestion de façon à consolider l'impact sur le terrain des opérations de développement; et ii) il renforce les capacités de gestion des projets au niveau national en vue d'améliorer l'efficacité et l'efficience des programmes de développement rural en faveur des pauvres dans la région Asie et Pacifique. Il vise à renforcer les capacités nationales dans les domaines de l'agriculture et de la réduction de la pauvreté rurale. Plus spécifiquement, il consolidera les capacités des parties prenantes nationales à élaborer et à mettre en œuvre des programmes en milieu rural.
8. Le but du programme de la RUTA est de contribuer à l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des politiques, stratégies, programmes et projets en faveur de la réduction de la pauvreté et du développement rural en Amérique centrale. Son objectif général est de favoriser le développement d'une capacité institutionnelle durable qui permette d'assurer la fourniture de biens publics en offrant aux institutions régionales, aux gouvernements participants, à la société civile et aux organismes donateurs une meilleure mise en commun des connaissances, des formations et des services d'assistance technique dans les domaines de la réduction de la pauvreté rurale et du développement rural en Amérique centrale.
9. Le programme mondial visant à remédier à la marginalisation des migrants et des paysans pauvres de l'Équateur, du Maroc et du Sénégal par le biais de filières commerciales et de la promotion de la diversité aura pour avantage de permettre un meilleur accès des ruraux pauvres, hommes et femmes: i) aux ressources naturelles et, en particulier, à la biodiversité agricole, qui seront utilisées et préservées de façon durable, tout en mettant à profit les connaissances et la culture traditionnelles; ii) à des marchés concurrentiels pour les produits agricoles, en mettant plus particulièrement l'accent sur l'amélioration des activités non agricoles, grâce au développement de petites et moyennes entreprises (transformation, commercialisation, commerce); et iii) à des processus de production et d'échange de connaissances utiles aux pauvres, conduits par ces derniers et mettant l'accent sur les aspects culturels.

Deuxième partie – Recommandation

10. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme d'appui à la gestion des projets en Asie (APMAS), accordera un don ne dépassant pas un million quatre cent mille dollars des États-Unis (1 400 000 USD) au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme régional en faveur du développement rural et de la réduction de la pauvreté rurale - Unité régionale d'assistance technique (RUTA), accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme mondial visant à remédier à la marginalisation des migrants et des paysans pauvres de l'Équateur, du Maroc et du Sénégal par le biais de filières commerciales et de la promotion de la diversité, accordera un don ne dépassant pas un million sept cent quatre-vingt mille dollars des États-Unis (1 780 000 USD) à Unité et coopération pour le développement des peuples (UCODEP) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Lennart Båge

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS):

Programme d'appui à la gestion des projets en Asie (APMAS)

I. Contexte

1. Gérer les flux d'aide et veiller à l'utilisation efficace des ressources constituent pour les pays en développement un défi immense. Ces pays sont souvent submergés par les contraintes spécifiques que leur imposent les donateurs et les exigences dont font l'objet leurs modestes capacités institutionnelles et base de ressources humaines. La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide a renforcé l'engagement des pays partenaires et des donateurs à consolider les cadres d'évaluation des performances, multiplier les efforts d'harmonisation, accroître la responsabilité et élaborer des stratégies de développement fondées sur les résultats et alignées sur les priorités propres aux pays.
2. La capacité de gérer un projet est largement reconnue comme l'un des facteurs clés contribuant à la réalisation des objectifs de développement dudit projet. L'évaluation externe indépendante du FIDA a fait apparaître que les performances de gestion des projets, qui fréquemment sont moins que satisfaisantes, devraient faire l'objet d'une plus grande attention et d'un appui plus efficace de la part du Fonds durant l'exécution. Le rapport annuel de 2006 sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA réalisé par le Bureau de l'évaluation du Fonds a constaté que les unités de gestion des projets n'étaient pas armées pour gérer ces derniers de façon efficace. Il a donc proposé que le FIDA fournisse une assistance technique appropriée pour développer ces capacités.
3. Le Conseil d'administration du FIDA a reconnu que les systèmes de suivi et évaluation des projets présentaient d'importantes faiblesses qui réduisaient l'efficacité de la gestion de ces projets et la capacité à faire face de façon plus dynamique aux problèmes rencontrés dans leur mise en œuvre¹. En outre, il a admis que la qualité des cadres logiques des projets et des processus de contrôle et d'assurance-qualité qui s'y rattachent devait être améliorée². Ainsi a-t-il recommandé un renforcement des capacités de gestion de projets grâce à une assistance plus directe au développement de ces capacités.
4. Lors de l'atelier annuel d'examen des performances de 2006 organisé à Bangkok (Thaïlande), par la Division Asie et Pacifique, les responsables des projets du FIDA dans les États membres ont fait part de leur besoin urgent d'un appui au développement des capacités et compétences nationales. Ils ont souligné que les interventions d'appui à la gestion de projets menées par le Fonds étaient souvent inadaptées, voire inexistantes, qu'elles intervenaient trop tard dans le déroulement des projets ou, lorsqu'elles avaient lieu en temps utile, qu'elles étaient souvent inefficaces. Un appui est nécessaire dans tous les domaines de la gestion de projets, y compris la gestion financière et la passation des marchés, la gestion des ressources humaines, les systèmes de gestion des projets, la gestion des risques, le suivi et l'évaluation, et la gestion des savoirs.
5. La Division Asie et Pacifique du FIDA a réagi à ces préoccupations en affectant des ressources pour appuyer la mise en œuvre d'un programme souple destiné à faire face à ces difficultés de gestion et à mettre en place un réseau de responsables de projets particulièrement versés dans la gestion du développement. Cette initiative devrait se transformer en une intervention systématique dans toute la région en vue de renforcer les capacités de développement rural au niveau national et ouvrir

¹ Voir le document EB 2004/82/INF 7.

² Voir le document EB 2003/80/R6/Rev.1.

ainsi ce programme aux responsables et animateurs de programmes d'autres donateurs.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

6. Le Plan d'action du FIDA insiste sur la nécessité de renforcer les capacités des responsables de l'exécution des projets à recourir à des systèmes de gestion axée sur les résultats plus efficaces. Le programme offrira une approche concrète visant à améliorer la gestion sur le terrain, niveau qui a été identifié comme un des maillons faibles dans l'optimisation de l'impact des projets. Cette première phase sera l'occasion de mettre au point les processus et les systèmes permettant d'apporter aux responsables de projets un appui approprié.
7. Les discussions avec les responsables de projets du FIDA sur le terrain et les enquêtes menées auprès d'eux ont fait ressortir les aspects suivants du renforcement des capacités de gestion:
 - **Les capacités de gestion au niveau institutionnel constituent une contrainte majeure du point de vue de l'efficacité du développement.** Malgré l'appui des organismes prestataires d'aide publique au développement (APD), la plupart des gouvernements des pays en développement ne sont pas parvenus à mettre en œuvre ni à institutionnaliser de meilleurs processus et instruments pour les projets de développement.
 - **Les capacités et ressources nationales sont limitées.** Le volume des ressources de l'APD dépasse les capacités nationales de gestion de projets, car le réservoir de gestionnaires compétents pour diriger des projets et programmes importants et hautement complexes est restreint. Une approche dynamique est donc nécessaire pour renforcer les capacités de gestion de projets au sein des pays. Cette approche devrait notamment prévoir le développement des compétences des responsables potentiels de projets de développement rural.
 - **En matière de formation à la gestion du développement, les ressources appropriées existent.** La région Asie-Pacifique dispose d'un large réservoir d'établissements de formation et d'enseignement susceptibles de fournir des services de formation à la gestion de projets, sans parler des connaissances des responsables expérimentés de projets d'APD.
 - **La principale difficulté tient au manque de liaison et non de financement.** L'appui au niveau spécifique des projets et des organismes d'exécution est limité. La principale difficulté qui s'oppose à l'utilisation des ressources disponibles tient à ce qu'il n'y a pas de mise en relation entre le personnel de projet concerné et les capacités de formation appropriées.
 - **Interventions propres aux pays.** Chaque pays ou sous-région rencontre certaines difficultés particulières de mise en œuvre, qui peuvent être traitées en recourant aux ressources dont il ou elle dispose en matière de renforcement des capacités. Les programmes doivent donc pouvoir s'appuyer sur des systèmes financiers et de gestion leur permettant de réagir rapidement à un éventail de difficultés mineures susceptibles d'apparaître dans tout programme de prêt.

III. Le programme proposé

8. Le principal objectif du programme est d'accroître l'efficacité et l'efficience des programmes de développement rural en faveur des pauvres dans la région Asie-Pacifique. L'objectif à court terme est d'améliorer la gestion des programmes ou projets de développement rural en faveur des pauvres relevant de ce programme. Il s'agit notamment de faire en sorte que la planification, la mise en œuvre, le suivi et évaluation soient efficaces, de façon à permettre aux projets d'augmenter les possibilités d'atteindre leurs objectifs de développement. Le programme sera fonction de la demande, et l'assistance fournie de façon à permettre aux projets d'identifier puis de traiter les aspects prioritaires pour lesquels il leur faut améliorer leurs capacités de gestion.
9. Le programme apportera un appui au développement des capacités nationales de gestion de projets du Cambodge, de la République démocratique populaire lao, du Viet Nam (regroupés dans la sous-région Mékong) et de l'Inde. Deux sous-régions ou pays supplémentaires seront ajoutés durant la deuxième année. La première phase servira à établir les fondations en développant des processus et structures d'appui au renforcement des capacités en fonction de la demande, en vue d'un élargissement de l'application du programme dans la région au cours d'une seconde phase; les partenaires de développement qui participeront au cofinancement seront identifiés durant le déroulement de la première phase.
10. La première phase du programme durera trois ans et comportera deux composantes:
 - **Renforcement des capacités de gestion de projets.** Cette composante mettra l'accent sur la facilitation de l'accès des responsables de projets à un éventail de moyens de renforcement des capacités susceptibles de leur fournir des processus et instruments directement utilisables pour améliorer l'efficacité des projets. Les coordonnateurs sous-régionaux de l'APMAS coordonneront et faciliteront des activités visant à: i) renforcer les capacités nationales de gestion de projets en offrant dans ce domaine un programme coordonné d'activités formelles et informelles, telles que le mentorat, l'apprentissage auprès de responsables de projets plus expérimentés ou une formation classique dispensée par des prestataires de services expérimentés; et ii) mettre en place dans chaque région un réseau de prestataires de services expérimentés chargés de collaborer avec les responsables de projets en quête d'un appui. Par ailleurs, le programme permettra d'améliorer l'accès des responsables de projets à des informations spécifiques concernant la gestion et l'exécution de projets utiles aux pauvres, grâce à des sites Internet spécialisés et une mise en commun des informations lors de discussions en ligne sur des thèmes précis, menées par un animateur et donnant lieu à une synthèse.
 - **Amélioration du contexte d'intervention.** Sans un environnement favorable permettant aux cadres des organes d'exécution et au personnel des organisations de comprendre et d'apprécier les avantages d'une meilleure gestion des projets de développement, les responsables de projets pourraient ne pas être en mesure de tirer parti de l'amélioration de leurs capacités de gestion pour renforcer l'exécution des projets. Pour favoriser la durabilité et l'appropriation par les pouvoirs publics, le programme procédera à une sensibilisation aux difficultés qui s'opposent à l'application d'approches de gestion efficaces et à la mobilisation du soutien des responsables politiques. Le partage avec ces responsables des expériences et leçons tirées et les initiatives nationales visant à harmoniser les approches de gestion des projets seront encouragées. L'émergence d'une culture de la connaissance et de l'évaluation sera favorisée grâce à des liens avec les institutions de recherche et des programmes financés par des dons.

Le renforcement de leurs capacités de gestion pourrait en outre aider les responsables de projets à relever les défis soulevés par l'évolution des processus politiques au niveau national.

IV. Résultats et avantages escomptés

11. Les résultats et bénéfices escomptés de la première phase du programme sont les suivants:
 - renforcement des capacités des responsables de projets à mettre en œuvre et gérer efficacement des activités de développement rural utiles aux pauvres et qui tiennent compte des sexospécificités;
 - renforcement des capacités des prestataires de services sous-régionaux à appuyer les responsables de projets;
 - amélioration de la mise à disposition et du partage des meilleures pratiques de gestion et d'exécution de projets spécifiquement destinés aux pauvres dans l'optique d'accroître l'impact de ce type de projet; et
 - renforcement de l'attachement des autorités nationales et des ONG concernées à une gestion axée sur les résultats et à un développement participatif centré sur les communautés, grâce à une sensibilisation aux avantages que présente l'amélioration de la gestion des projets de développement rural.
12. L'approche du programme sera de renforcer les capacités en matière de gestion de projets des participants; les principaux impacts seront les suivants:
 - renforcer les capacités des prestataires de services à fournir un appui efficace à la gestion des activités de projets en faveur des pauvres;
 - renforcer les capacités des projets visés à gérer avec efficacité et efficience les processus de développement et contribuer ainsi à l'amélioration des moyens de subsistance des ruraux pauvres;
 - accroître la sensibilisation des responsables politiques, des ONG concernées et des organismes de développement et, par voie de conséquence, l'appui en faveur des approches et instruments de gestion préconisés au titre du programme; et
 - contribuer à renforcer l'aptitude des bénéficiaires des projets participants à s'impliquer véritablement dans la conception, la gestion, le suivi et évaluation des initiatives de développement.
13. À l'issue des trois années de la première phase du programme, un réseau de professionnels de la gestion entretenant des liens régionaux étroits sera mis en place dans chacun des pays participants. Ce réseau disposera d'un capital de connaissances sur la gestion de projets en général et sur certains aspects spécifiques de cette gestion, en particulier. Au fil du temps, le financement des prestataires de services par les donateurs sous forme de dons extérieurs sera remplacé par un financement reposant intégralement sur le projet. Ce réseau de prestataires de services constituera donc un élément important de la stratégie à moyen terme du programme dans la mesure où, du fait de sa composition et de la souplesse que lui confèrent les modalités de passation des contrats, il constituera une source de dynamisme. Le programme permettra donc d'établir les bases d'une prestation durable et pertinente de services d'appui à la gestion des projets à travers la région.

V. Modalités d'exécution

14. Le programme sera mis en œuvre par l'UNOPS de Bangkok, qui profitera de ses connaissances et de ses liens avec chacune des unités de gestion des projets du FIDA pour nouer rapidement des liens avec ces projets et mettre au point des processus efficaces pour le programme. Le coordonnateur de l'APMAS, recruté par l'UNOPS, sera chargé de l'exécution du programme, de la réalisation des objectifs, de la gestion des finances et des contrats, et des rapports au FIDA. L'UNOPS conclura des contrats avec des prestataires de services en vue de faciliter les activités recensées dans le cadre des projets. Les coûts seront répartis entre les projets participants sur la base des avantages imputables à chacun des projets et des résultats susceptibles d'être utilisés par d'autres projets de développement rural, immédiatement ou dans le futur. L'UNOPS sous-traitera également les services concernant le site Internet du programme et les bases de données par le biais d'organes régionaux d'APD expérimentés. Par contre, c'est à lui et aux partenaires de cofinancement que reviendra la mise au point des activités de suivi et évaluation destinées à fournir des informations sur les résultats et l'impact en vue de favoriser l'élargissement des activités du programme au cours de la seconde phase.
15. L'UNOPS engagera deux coordonnateurs sous-régionaux installés dans les deux sous-régions initiales et qui auront pour tâche de: i) faciliter les liens entre les projets participants et les prestataires nationaux de services appropriés et autres services de renforcement des capacités; ii) interagir avec le gouvernement et les autres organismes d'APD en vue d'une sensibilisation au programme et aux avantages d'une gestion améliorée des projets; et iii) mettre en place des activités relatives à l'assurance-qualité.
16. Le groupe de pilotage du programme, composé de représentants des projets participants, des autres intervenants dans le développement rural régional et du FIDA, définira les orientations stratégiques du programme et assurera la liaison avec les activités de développement connexes. La Division Asie et Pacifique du FIDA assurera la supervision du don dans le cadre d'examens annuels basés sur les rapports fournis par l'UNOPS. Au cours de la deuxième année, il sera procédé à un examen à mi-parcours à l'issue duquel il sera recommandé ou non d'étendre le programme à deux sous-régions supplémentaires durant la seconde phrase.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

17. Le coût estimatif du programme de trois ans (2008/2011) et de 1,8 million de USD, y compris un don du FIDA de 1,4 million de USD. Pour souligner l'approche fondée sur la demande du programme, les projets intéressés contribueront (grâce à des prêts et d'autres ressources) au cofinancement de la participation aux formations et ateliers à hauteur d'environ 400 000 USD.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Allocation</i>
Ateliers, séminaires	93 000
Formation, mentorat et autres activités de renforcement des capacités	558 000
Contrats de services	48 500
Gestion du programme et dépenses administratives	560 500
Total partiel	1 260 000
Frais généraux	140 000
Total	1 400 000

Results-based logical framework

Narrative summary objective hierarchy	Key performance indicators and targets	Monitoring mechanisms and information sources	Assumptions and risks
Goal			
Improved development effectiveness and efficiency of pro-poor rural development programmes in the Asia and Pacific region	<ul style="list-style-type: none"> Improvement in portfolio review report scores of individual projects and across the IFAD portfolio Qualitative assessments in interim evaluations indicate improvements in project impact, outcomes and efficiency 	<ul style="list-style-type: none"> Annual portfolio reviews Office of Evaluation project and country portfolio reports 	
Programme Purpose			
Improved management of participating pro-poor rural development projects and programmes	<ul style="list-style-type: none"> Relative changes in portfolio review report management assessments of participating and non-participating projects Qualitative assessments in supervision reports on relative changes in project implementation, outcomes and efficiency 	<ul style="list-style-type: none"> Annual portfolio reviews Mid-term reviews Supervision reports 	<ul style="list-style-type: none"> Project management capacity is a major constraint to IFAD project effectiveness
Programme Components			
Component 1: Project Management Capacity Building Effective and efficient gender-sensitive pro-poor management tools and processes promoted by APMAS are used by participating projects	<ul style="list-style-type: none"> Number of participating projects that have improved at least two identified weak management activities through APMAS support Number of new and existing projects using APMAS have developed or shared project implementation documents and processes Gender-based analysis of allocated project management staff pre- and post-APMAS 	<ul style="list-style-type: none"> APMAS management information system Pre- and post-APMAS project management capacity assessment E-surveys of APMAS clients 	<ul style="list-style-type: none"> National implementing agencies support the adoption of improved management practices
Component 2: Strengthening the Policy Environment National governmental organizations and relevant NGOs and development agencies understand the benefits of and promote improved pro-poor project management tools and processes	<ul style="list-style-type: none"> The number of regular structured dialogues with regional and national policy initiatives (such as the Asian Development Bank-initiated Community of Practice on Managing for Development Results, as well as the World Bank results framework). The number of relevant non-client projects and initiatives that have contributed their experiences and lessons learned to the facility knowledge base 	<ul style="list-style-type: none"> APMAS management information system E-surveys of participating agency staff 	<ul style="list-style-type: none"> National-level agencies committed to improving ODA project processes and effectiveness
Component 3: Programme Management Well-managed programme achieves agreed objectives using management champions and service providers	<ul style="list-style-type: none"> Number of client projects that have been linked through support that has met the project's management needs Proportion of requests for management-related support from client projects that have been met by the APMAS facility within 30 days Number and proportion of client projects that rate the support that they received from the facility as "good," "very good," or "excellent" 	<ul style="list-style-type: none"> E-surveys of APMAS clients APMAS management information system 	

Note: 1. The draft logical framework will be reviewed and specific targets set for the goal, objectives and outputs in the first six months of the programme.

^b To be genderized.

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS):

Programme régional en faveur du développement rural et de la réduction de la pauvreté – Unité régionale d'assistance technique (RUTA)

I. Contexte

1. Le programme de l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA) est une plateforme interinstitutionnelle et plurigouvernementale dont le but est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et au développement rural de façon durable dans la région Amérique centrale. Elle intervient aussi bien au niveau régional que dans chacun des sept pays concernés (Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama). Il s'agit de l'un des premiers programmes en faveur de la paix engagé dans cette région qui, à l'époque, connaissait de graves conflits internes. Pour la phase en cours (2004-2007), les partenaires étaient les suivants: sept donateurs – Banque mondiale, FIDA, Ministère du développement international (DFID) (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Banque interaméricaine de développement (BID), Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) et Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) –, les sept gouvernements participants – représentés par leur ministre de l'agriculture –, une entité d'intégration régionale de l'agriculture – le Conseil centraméricain pour l'agriculture et l'élevage (CAC) – et une entité environnementale régionale – la Commission centraméricaine de l'environnement et du développement (CCAD).
2. Le programme tient le rôle de coordonnateur et de catalyseur des activités interinstitutions, au plan tant régional que national, en permettant aux institutions gouvernementales ainsi qu'à des groupes de la société civile de promouvoir de manière plus efficiente et efficace les politiques, stratégies, programmes et projets axés sur la réduction de la pauvreté rurale et le développement durable. En favorisant la mobilisation et la coordination de l'utilisation des ressources (finances, techniques, connaissances) autour de priorités définies en commun, il permet, grâce à une action concertée et une exploitation harmonisée des ressources, de s'assurer de la consolidation des objectifs institutionnels et des impacts sur le développement de chacun des partenaires.
3. Une récente évaluation indépendante des enseignements tirés dans le cadre de la RUTA a conclu que le mandat interinstitutionnel et la performance convaincante du programme au fil du temps rendaient possible un renforcement de la capacité de cet organisme d'assurer ses fonctions, sur la base de la demande des services qu'il fournit. Pour y parvenir, il faudra mener à bien un processus de transition au cours duquel le programme renforcera la priorité qu'il accorde à la demande dans la fourniture de biens publics, tout en élargissant sa base de partenaires et en développant un niveau d'institutionnalisation visant à assurer la durabilité des fonctions qu'il remplit actuellement. Pour atteindre cet objectif, l'assistance du FIDA est indispensable.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. La participation au programme revêt un caractère stratégique pour le FIDA dans la région Amérique centrale. Premièrement, dans le cadre d'un processus permanent d'intégration régionale (dont le CAC et la CCAD sont des exemples), l'Amérique centrale a mis en place une infrastructure institutionnelle destinée à surmonter les graves problèmes rencontrés dans les domaines du commerce, de l'environnement,

de l'agriculture et du développement rural. Favoriser un plus grand rôle des politiques favorables aux pauvres en milieu rural dans le programme d'intégration régionale devrait avoir pour effet de renforcer l'importance et la présence du FIDA. Du fait du dynamisme de la RUTA dans ce contexte institutionnel, la participation permanente du FIDA à une telle plate-forme régionale est totalement compatible avec les objectifs de développement du Fonds, tels qu'ils sont énoncés dans son Cadre stratégique pour 2007-2010. Deuxièmement, étant donné que la RUTA a évolué pour devenir de fait un partenariat régional entre gouvernements et membres donateurs et qu'elle englobe de plus en plus d'autres parties prenantes de la région au sein du secteur privé, de la société civile, des ONG et des groupes universitaires et de recherche, elle constitue pour le Fonds une base importante à partir de laquelle il est possible de construire de nouvelles alliances.

Troisièmement, la RUTA est devenue pour ses partenaires donateurs un instrument important de coordination des efforts de développement, notamment du point de vue de l'identification et de la mobilisation de ressources et de partenaires nouveaux, et a ainsi permis de renforcer et d'harmoniser les efforts de coopération internationale et la gestion des savoirs autour de priorités conformes aux objectifs stratégiques du FIDA aux plans régional et national. Quatrièmement, du fait de son caractère régional et interinstitutionnel, la RUTA est à la fois un dépositaire inestimable de connaissances et d'apprentissages et un courtier en savoirs qui facilite la collaboration entre les partenaires et les contacts du pays avec les gouvernements et les autres parties prenantes sur les grands thèmes régionaux et nationaux touchant au commerce, à l'environnement, à l'agriculture et au développement rural.

5. À l'issue de la phase actuelle, les interventions menées dans le cadre du programme auront permis de renforcer les institutions régionales (CAC et CCAD) et nationales (ministères de l'agriculture, projets de développement rural, centres de recherche, établissements d'enseignement supérieur et organisations de la société civile) pour ce qui est de la formulation, de la mise en œuvre et du suivi des résultats des politiques, stratégies, programmes et projets mettant l'accent sur le développement rural et la réduction de la pauvreté. Cet objectif général s'inscrit pleinement dans la ligne de l'objectif stratégique de la politique du FIDA en matière de dons, qui est de renforcer les capacités des institutions partenaires à agir en faveur des pauvres.
6. Compte tenu de la maturité accrue et des capacités plus grandes des pays bénéficiaires de mieux assumer la direction des opérations en Amérique centrale, il est temps que le FIDA et les autres partenaires donateurs contribuent à élargir la prise en charge et la gouvernance de la RUTA par les pays participants et de nouveaux organismes donateurs. Le mandat interinstitutionnel de cette unité, les performances convaincantes enregistrées durant de nombreuses années et les changements en cours sur le plan institutionnel, notamment dans le secteur agricole, font que ce partenariat est en situation unique pour assurer le succès de la transition vers une durabilité plus grande, grâce à l'élargissement de sa base d'appui institutionnel et financier. Toutefois, le caractère limité des ressources financières dont disposent les gouvernements centraméricains exige également la poursuite de la collaboration financière et technique et du cofinancement interinstitutionnel, et le programme devra donc s'efforcer de découvrir des ressources supplémentaires. Enfin, et c'est ici la preuve de son intérêt régional, le programme répond à une demande adressée à la communauté des donateurs par les ministres et les représentants de la société civile d'Amérique centrale (lors de la dernière réunion du comité de pilotage de la RUTA, en mars 2007 à Washington, D. C.) quant à la nécessité de poursuivre l'assistance en matière de développement rural durable et de réduction de la pauvreté par des politiques d'intégration et de

coordination régionales et, en particulier, l'application de la politique agricole centraméricaine (PACA)³.

III. Le programme proposé

7. Le programme a pour objectif principal de contribuer à l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des politiques, stratégies, programmes et projets de réduction de la pauvreté et de développement rural en Amérique centrale. Il viendra appuyer le développement de capacités institutionnelles durables garantissant l'approvisionnement en biens publics grâce à la mise à la disposition des institutions régionales, des gouvernements participants, de la société civile et des organismes donateurs de meilleurs services de partage des savoirs, de formations et d'assistance technique dans les domaines de la réduction de la pauvreté et du développement rural en Amérique centrale. Les objectifs du programme sont les suivants:
- fournir un appui analytique et renforcer les moyens des institutions régionales, telles que le CAC et la CCAD, des administrations nationales et de la société civile en matière de conception et de mise en œuvre de politiques, stratégies et programmes de développement rural durable;
 - faciliter l'harmonisation interinstitutionnelle et l'alignement sur les objectifs de réduction de la pauvreté et fournir des services visant à améliorer les projets d'investissement rural des donateurs dans la région; et
 - promouvoir la production de savoirs et la mise en commun des informations et faciliter leur application effective compte tenu des priorités sectorielles, régionales et nationales.
8. Le programme durera trois ans et comportera deux composantes principales:
i) le renforcement des capacités institutionnelles régionales et nationales; et
ii) la gestion et le suivi.

IV. Résultats et avantages escomptés

9. L'un des principaux résultats des interventions menées dans le cadre du programme sera la consolidation des capacités des institutions régionales (CAC et CCAD) et nationales de formuler et mettre en œuvre les politiques, stratégies, programmes et projets ayant pour priorité le développement rural et la réduction de la pauvreté et d'assurer le suivi des résultats. En suivant ce processus de renforcement institutionnel, l'objectif final est de proposer des politiques et instruments de développement rural et de réduction de la pauvreté meilleurs, qui permettent d'élargir les possibilités sociales et économiques ouvertes aux pauvres des zones rurales en Amérique centrale. Les trois principaux résultats attendus du programme sont les suivants:
10. **Résultat 1.** Les gouvernements, les organisations de la société civile et les partenaires de la coopération internationale auront accès à une plate-forme régionale améliorée spécialisée dans les problèmes fondamentaux du développement rural durable. Ce résultat sera atteint en: i) facilitant le dialogue et le partage des savoirs; et ii) assurant la transmission des demandes nationales et régionales de biens et services publics, démarches qui toutes deux devraient déboucher sur une amélioration de l'harmonisation et de la concertation entre les donateurs dans le secteur rural. L'élaboration des stratégies du FIDA par pays (options stratégiques pour le programme-pays) et les analyses sectorielles (système d'allocation fondé sur la performance) bénéficieront directement des activités de gestion des savoirs de la RUTA.

³ Actuellement en cours de formulation, la PACA constituera un cadre à moyen terme de coordination des politiques agricoles des pays de la région.

11. **Résultat 2.** Les mécanismes d'intégration régionale permettront d'améliorer la faculté d'intégrer les problèmes de développement rural dans le processus de conception et de mise en œuvre des politiques régionales telles que la PACA, l'union douanière et d'autres initiatives régionales. En tant que membre de l'équipe d'élaboration de la politique régionale de la PACA, le programme: i) apportera conseils et assistance pour l'établissement de passerelles entre les dimensions agriculture et développement rural de la PACA et entre les aspects agricoles et environnementaux de la stratégie agroenvironnementale; et ii) viendra aider à une meilleure mise en correspondance des politiques et instruments régionaux avec les besoins de la population rurale, favoriser les efforts de mise en œuvre d'accords commerciaux régionaux dans le secteur rural (tels que l'Accord centraméricain de libre-échange – ACALE) et faciliter les négociations en vue d'une union douanière centraméricaine et d'un accord d'association avec l'Union européenne. Il s'agit de faire face à la nécessité d'adopter une conception plus large de la façon dont les politiques commerciales et autres influent sur le bien-être des membres les plus vulnérables de la société rurale dans des domaines tels que le travail rural et les droits des autochtones et des femmes.
12. **Résultat 3.** Les gouvernements et les organisations de la société civile amélioreront leurs capacités à concevoir et mettre en œuvre des politiques, programmes et projets de réduction de la pauvreté et de développement rural. Bien que tous les pays d'Amérique centrale aient élaboré des politiques et programmes de développement agricole et rural et que certains d'entre eux aient mis en œuvre des mécanismes d'approche sectorielle, la plupart ne se sont pas encore dotés d'instruments de planification et d'exécution appropriés et, dans la quasi-totalité des cas, ils ne disposent pas de systèmes de suivi et d'évaluation axés sur les résultats.

V. Modalités d'exécution

13. Le programme sera géré conformément aux orientations définies par un comité de pilotage au sein duquel tous les partenaires seront représentés (le CAC, le ministre de l'agriculture de chacun des pays, les organismes donateurs et un représentant régional de la société civile). S'inspirant de modalités antérieures qui se sont avérées correspondre aux besoins des partenaires et de la direction, un comité de supervision, composé de représentants du CAC et des organismes donateurs, assurera un suivi semestriel de l'exécution du plan de travail et budget annuel et rendra compte au comité de pilotage. L'exécution des activités du programme sera assurée par une unité régionale dont le personnel de base sera assisté par des consultants et des agents détachés des institutions partenaires et des unités techniques nationales de chaque pays, chacun travaillant sous la direction du directeur de la RUTA.
14. Étant donné la multiplicité et la diversité des partenaires au programme, les accords de partenariat s'inspirent des recommandations de l'évaluation externe et des discussions approfondies entre les membres de la RUTA, qui ont eu lieu au début 2007. Durant la nouvelle phase, un effort délibéré sera fait pour élargir et renforcer les modalités de gouvernance, afin qu'elles correspondent mieux aux priorités des pays bénéficiaires et que les partenaires partagent ainsi la responsabilité de la supervision technique. La sélection conjointe du directeur assurera la réactivité du programme. Le rôle du CAC et des ministères de l'agriculture dans la gouvernance de la RUTA est important et constitue une des raisons fondamentales du développement de cette instance durant deux décennies; les ministres de l'agriculture sont d'ailleurs convaincus qu'elle répond effectivement à leurs besoins.
15. L'UNOPS, qui sera le bénéficiaire du don, sera chargé de l'administration financière de ce dernier.

16. La stratégie de retrait destinée à assurer la durabilité sera fondée sur la reconnaissance par les participants – gouvernements, institutions, société civile – des avantages de ce partenariat unique qu'est la RUTA, sa consolidation au sein de la structure institutionnelle centraméricaine en tant que plate-forme spécialisée dans le développement rural et agricole et la réduction de la pauvreté, l'accroissement de la demande des services assurés par cet organe aux niveaux régional et national et, dans les pays et la région, la correspondance entre cette demande et les priorités et intérêts des organisations de coopération. La RUTA continuera à favoriser le renforcement des capacités institutionnelles en vue, finalement, d'un transfert total ou partiel de ses fonctions et services à des entités nationales ou régionales; toutefois, avant d'être suffisamment solides pour pouvoir fournir de tels services, ces entités auront besoin de temps et d'aide. Par ailleurs, au cours de cette étape, un mécanisme de recouvrement des coûts sera mis en place de façon à assurer la durabilité financière et opérationnelle.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

17. Le montant total estimatif des ressources nécessaires au programme pour la période 2008-2010 est de 6,09 millions de USD, comme il est précisé dans le tableau récapitulatif. Les sept pays participants, via leur ministère de l'agriculture, contribueront en nature pour près de 1,10 million de USD au financement des dépenses locales (salaires, opérations courantes) de leurs unités techniques nationales respectives. La contribution du FIDA sera de 1,00 million de USD; celles des autres donateurs d'approximativement 1,49 million de USD, et l'on estime à 2,50 millions de USD les fonds qui seront obtenus grâce au mécanisme de recouvrement des coûts.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de USD)

Catégorie de dépenses	FIDA	Coopération autrichienne pour le développement	Finlande	IFPRI*	Autres organismes	Pays participants	Recouvrement des coûts	Total
Personnel (y compris les sous-traitants)	468	121	180		60	756	875	2 460
Services professionnels	151	204	–		150	–	650	1 155
Frais de voyage	90	53	20		25	–	120	308
Équipements	8	56	10		–	–	30	104
Dépenses de fonctionnement, rapports et publications	163	121	150	75	100	344	325	1 278
Appui	–	23	–		–	–	–	23
Formations et renforcement des capacités	120	72	40		30	–	500	762
Total	1 000	650	400	75	365	1 100	2 500	6 090

* IFPRI: Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

Results-based logical framework

Hierarchy of objectives	<i>Objectively verifiable indicators</i>	Means of verification	Assumptions
Goal			
To contribute to the improved quality and effectiveness of policies, strategies, capacity building, programmes and projects for poverty reduction and rural development in Central America			
Overall objective			
Develop a sustainable institutional model to secure public goods by making available improved knowledge-sharing, technical advisory and capacity-building services to regional institutions, partner governments, civil society and donor agencies in the areas of poverty reduction and rural development in Central America	<ul style="list-style-type: none"> - Regional, governmental and civil society organizations and donors give a high rating to the provision of public goods - Exit strategy for the programme developed by January 2009 - Legal and organizational structure for the cost-recovery mechanism available in the country by October 2008 (or six months after the new phase starts) 	<ul style="list-style-type: none"> -RUTA programme reports -Specific partner evaluations -Mid-term evaluation -Legal and registry documentation -Exit strategy document 	<ul style="list-style-type: none"> - Setting up the legal and organizational structure for cost-recovery-based services faces a slow, bureaucratic approval process within the countries -Limited demand for technical assistance services under the cost-recovery mechanism - Grant funds from donors are insufficient to cover all demands for priority public goods
Outputs			
1. Governments, civil society organizations and international cooperation partners have access to an improved regional platform specialized in key, sustainable rural development issues	<ul style="list-style-type: none"> - Four regional networks and communities of practice in operation by December 2009 on key development topics and involving public- and private-sector and civil society participants -The RUTA webpage shows a 20% annual increase in the number of hits - The programme has promoted experiences that show improved donor harmonization and alignment on key rural development issues 	<ul style="list-style-type: none"> - Records on events and participants - Mid-term evaluation report - Webpage statistics - RUTA programme annual reports - Special analytical studies 	<ul style="list-style-type: none"> - Insufficient participation by the private sector and civil society in the regional networks and communities of practice organized by RUTA - Poor knowledge by users of existing data and information relating to rural development issues
2. Regional integration mechanisms improve the capacity to incorporate rural development issues in the process of designing and implementing PACA, the agro-environmental strategy, the customs union and other regional initiatives	<ul style="list-style-type: none"> - Programme actions successfully lead to the linkage of regional agricultural and environmental strategies (PACA and the agro-environmental strategy); policies and instruments focus on the requirements of the rural poor - Programme activities in support of regional institutions result in the incorporation of rural development and poverty issues as important elements in policies and programmes 	<ul style="list-style-type: none"> - RUTA programme annual reports - Mid-term evaluation report - Special analytical studies 	<ul style="list-style-type: none"> - Regional institutions assign a low priority to discussing and including poverty reduction and rural development issues in integration agendas
3. Governments and civil society organizations improve their capacities for designing and implementing poverty reduction and rural development policies, programmes and projects	<ul style="list-style-type: none"> - Specific recommendations on rural development and poverty reduction measures are incorporated into new national agricultural sector policy documents - Civil society organizations are participating in policy dialogue through RUTA-promoted activities - Programme activities improve the effectiveness of IFAD's portfolios in three countries 	<ul style="list-style-type: none"> - RUTA programme annual reports - Mid-term evaluation report - Special analytical studies on programmes and projects - National agricultural policy documents 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministries of agriculture have limited institutional capacity to engage in developing and implementing rural development policies and instruments - Limited capacity to engage in policy dialogue on rural development by civil society organizations

Unité et coopération pour le développement des peuples (UCODEP):

Programme mondial visant à remédier à la marginalisation des migrants et paysans pauvres de l'Équateur, du Maroc et du Sénégal par le biais de filières commerciales et de la promotion de la diversité

I. Contexte

1. Ces dernières années, plusieurs initiatives appuyées par le FIDA et par les ONG s'intéressant au programme proposé ont montré l'intérêt d'une approche du développement local fondée sur l'exploitation de la richesse que représente la diversité des cultures locales et la mobilisation des connaissances techniques et des acquis culturels connexes. Ainsi, les programmes de promotion de variétés négligées ou sous-utilisées (ou de plantes locales) appuyés par Biodiversity international ou par les ONG italiennes Unité et coopération pour le développement des peuples (UCODEP) et Movimondo, qui mettent l'accent sur le lien entre tourisme rural et développement des microentreprises rurales, ont contribué à la compréhension du rôle clé que pourrait jouer l'encouragement de la conservation et de l'exploitation de la biodiversité agricole. C'est en particulier le cas du dynamisme socioéconomique que pourrait alimenter le regain de fierté et d'estime de soi des ruraux pauvres, qui constitue un puissant moteur de changement.
2. Le souci perceptible chez les consommateurs de rétablir un lien entre la table et la terre en insistant sur la visibilité de l'origine véritable des produits et le contexte culturel de l'achat des aliments, combiné à la demande croissante de produits de remplacement présentant une identité forte, offre une voie intéressante pour la promotion des denrées locales. C'est en effet un élément favorable aux systèmes de production des pauvres et à la sensibilisation aux conditions de vie dans les pays en développement.
3. Le programme proposé vise à favoriser la production de variétés négligées ou sous-utilisées et à faciliter le renforcement des capacités à différents niveaux dans les zones pilotes de l'Équateur, du Maroc et du Sénégal. Parallèlement, il compte tirer parti de la sensibilité accrue des citoyens des pays riches d'Europe au développement durable, aux préoccupations sociales et environnementales et à la consommation responsable.
4. Parmi les partenaires sélectionnés figurent trois ONG italiennes – UCODEP, Movimondo et l'Association de coopération rurale en Afrique et Amérique latine – qui entretiennent de solides liens avec la société civile et sont profondément engagées dans des projets productifs, des campagnes de sensibilisation, des activités de formation et de renforcement des capacités à tous les niveaux, dans le Nord et dans le Sud; l'organisation italienne pour un commerce équitable (Ctm Altromercato) et son réseau de magasins et de liaisons avec des restaurants; l'Association italienne de tourisme rural, qui dispose d'un réseau d'agences de voyages; Biodiversity International, qui possède des installations de recherche et a organisé des partenariats dans le Sud; plusieurs collectivités locales (les régions du Latium, de la Lombardie, du Piémont, de la Toscane et de l'Ombrie); et des mouvements de défense de l'alimentation tels que Slow Food, Terra Madre, Food Market Festival et l'Associazione Conservatoria delle Cucine Mediterranee. Une collaboration sera instaurée avec l'Organisation internationale pour les migrations, l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies et le programme intitulé Systèmes ingénieux du patrimoine agricole d'importance mondiale (FAO).

II. Justification et pertinence pour le FIDA

5. L'hypothèse principale sur laquelle repose ce programme est que l'aide au développement des cultures en vue de réduire la pauvreté dans le Sud ne peut négliger les opportunités commerciales qui existent pour ces cultures tant localement que dans le Nord, ni les avantages potentiels que le renforcement de tels flux commerciaux de produits culturellement riches pourrait présenter pour la compréhension mutuelle entre les peuples.
6. Le programme proposé porte sur plusieurs dimensions du Cadre stratégique du FIDA pour 2007-2010 en offrant notamment aux ruraux pauvres, hommes et femmes, la possibilité d'améliorer leur accès: i) aux ressources naturelles et en particulier à la conservation et l'exploitation de la biodiversité agricole; ii) à des marchés compétitifs pour leurs produits agricoles; et iii) au développement d'entreprises (transformation, commercialisation, commerce).
7. Les pays cibles (l'Équateur, le Maroc et le Sénégal) ont été sélectionnés sur la base des critères suivants: i) les liens avec les stratégies et projets d'investissement existants du FIDA; ii) les priorités géographiques du pays cofinancier (l'Italie); iii) le vif intérêt exprimé par les gouvernements participants pour les objectifs du programme; iv) l'existence d'ONG disposant de l'expérience nécessaire dans les zones ciblées; et v) des aspects méthodologiques (les pays choisis se trouvent dans trois régions différentes, possèdent une biodiversité agricole et un potentiel touristique riches et offrent, par conséquent, des possibilités d'échanges raisonnables).

III. Le programme proposé

8. Le principal objectif du programme est de réduire la marginalisation des populations rurales pauvres et des migrants par une meilleure gestion des atouts que ces personnes possèdent en matière de biodiversité agricole et une exploitation des savoirs traditionnels et de l'identité locale pour améliorer leurs revenus et moyens de subsistance.
9. Ce programme, qui durera trois ans, comportera les composantes suivantes: aide à la production des variétés négligées ou sous-utilisées dans les communautés sélectionnées; renforcement des capacités à divers niveaux dans les zones ciblées; commercialisation locale et internationale des produits élaborés à partir de variétés négligées ou sous-utilisées, en mettant l'accent sur la participation des femmes; promotion de partenariats au sein des communautés; gestion et diffusion des savoirs, et sensibilisation des consommateurs et du public en général par des messages appropriés dans les médias.

IV. Résultats et avantages escomptés

10. Les résultats et bénéfices escomptés sont les suivants:
 - consolidation de la biodiversité agricole et renforcement de la sécurité alimentaire;
 - mise à profit et mobilisation des savoirs traditionnels et, en particulier, de ceux des femmes et des anciens dans les zones ciblées;
 - amélioration qualitative et quantitative des cultures locales (produites, consommées et vendues);
 - recensement et promotion au sein des réseaux de commercialisation locaux, italiens et européens des produits présentant une forte identité locale et traditionnellement utilisés en Équateur, au Maroc et au Sénégal;

- renforcement au niveau international de la connaissance et de la visibilité des moyens de subsistance et des valeurs culturelles des populations pauvres, en insistant notamment (au Maroc) sur la reconnaissance des Systèmes du patrimoine agricole d'importance mondiale;
- renforcement de l'estime de soi et de l'identité des paysans pauvres et, en particulier, des femmes et des personnes âgées en tant que dépositaires des cultures traditionnelles et des savoirs qui s'y rapportent;
- instauration ou renforcement des partenariats entre groupes de producteurs et de consommateurs (en mettant l'accent sur le dialogue avec les femmes et les personnes âgées) aux niveaux national et international et, en particulier, dans les domaines de la production, de la commercialisation, de l'éducation et de la formation, de la planification des politiques locales et du dialogue interculturel; et
- exploitation et diffusion des approches méthodologiques pour la réalisation de ce programme par le biais de publications et autres supports de diffusion (et notamment de la dimension de l'égalité entre les sexes).

V. Modalités d'exécution

11. L'exécution du programme sera assurée par un large éventail de partenaires, chacun apportant ses compétences spécifiques dans les domaines de la recherche et de la vulgarisation, du renforcement des capacités, de la production, de la commercialisation et de la valorisation, du commerce équitable, de l'action locale, du dialogue interculturel et de la sensibilisation du public.
12. En qualité de responsable d'un consortium d'ONG, l'UCODEP sera le bénéficiaire du don et l'organe d'exécution de l'ensemble du programme. L'UCODEP, Movimondo et l'Association de coopération rurale en Afrique et Amérique latine seront respectivement chargés de l'exécution des travaux en Équateur, au Maroc et au Sénégal. Cmt Altromercato sera le partenaire principal pour la commercialisation des produits. Chacune des ONG et organisations participantes conclura un accord avec l'UCODEP.
13. Un comité de pilotage du programme composé de représentants du FIDA (Division consultative technique et divisions régionales), de l'UCODEP, de Movimondo, de l'Association de coopération rurale en Afrique et Amérique latine, de Cmt Altromercato, de Biodiversity International et de la FAO se réunira deux fois par an et assurera le suivi des activités du programme et l'orientation de l'exécution proprement dite.
14. Lors du lancement du programme, une réunion des parties prenantes sera organisée avec les partenaires européens pour convenir d'une stratégie d'élaboration d'une plate-forme européenne destinée à permettre d'accéder également à des financements de l'Union européenne. Les modalités d'échanges et d'enrichissement mutuel Sud-Sud seront également définies à cette occasion.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

15. Le budget total du programme est estimé à 4 100 000 USD (y compris un cofinancement en espèces du Ministère italien des affaires étrangères et une contribution en nature des partenaires au programme [320 000 USD]) dont 1 780 000 USD seront financés par le don du FIDA comme mentionné ci-après (y compris une allocation spécifique de 200 000 USD, pour le Maroc, au titre du programme des Systèmes ingénieurs du patrimoine agricole d'importance mondiale de la FAO, laquelle a été intégrée dans le tableau ci-dessous dans la colonne

"FIDA" et sera mise à disposition dans le cadre d'une lettre d'accord avec Movimondo).

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	380	608,40
Services professionnels (contrats de recherche)	500	234,00
Frais de voyage	160	59,67
Équipement	145	390,00
Dépenses de fonctionnement, réunions, établissement de rapports et publications	120	-
Formations et renforcement des capacités	300	507,12
Frais généraux	175	200,81
Total	1 780	2 000,00

Results-based logical framework

	Narrative summary		Indicators	Means of verification	Risks and assumptions
	Expected outputs	Proposed activities			
Specific objective 1: Improve the marketability and increase the volume of traditional, local crops produced, consumed and sold by poor and marginalized households (with a focus on women and the elderly)	1.1 Agrobiodiversity enhanced, food security strengthened and traditional knowledge tapped and mobilized, especially among women and elder groups, in target areas of Ecuador, Morocco and Senegal 1.2 Quality and quantity of local crops produced, consumed and sold improved and increased	1.1 Identification of key local crops 1.2 Technical assistance for quality and quantitative improvement of local and ethnic production 1.3 Support for strengthening producer associations	For local selected specie in each project area: % increase in production quantity production quality improved to specific standards establishment of permanent mechanisms for maintaining agrobiodiversity and traditional knowledge	Registers of associations of producers Field visits	Environmental conditions in the selected areas do not degrade The communities involved maintain their willingness to collaborate
Specific objective 2: Improve the market access of traditional, local crops through marketing that relies on national and international trade promotion strategies favouring the poor, particularly women and the elderly, and confirming their culture	2.1 Products with strong local identity and traditionally used in Ecuador, Morocco and Senegal identified and promoted in local, Italian and Europe-wide marketing networks (mainly fair trade) 2.2 The knowledge and visibility of the farming systems and cultural values of poor people enhanced at the international level 2.3 The self-esteem and identity of poor farmers strengthened, particularly women and the elderly as custodians of traditional crops and of the wealth of knowledge related to these crops.	2.1 The promotion of local products through market strategies, local and regional marketing and awareness campaigns 2.2 International marketing 2.3 Local and national market access 2.4 Development and promotion of responsible tourism 2.5 Awareness-raising	% increase in products (by quantity and value) derived from local species in the selected areas and sold in local and international markets At least two new products derived from local species enter into the international fair trade market Articles in magazines promoting responsible tourist itineraries Tour operators contacted Poor farmers from each selected area participate in local and international events The number of visitors at local and international events	Project reports Registers of associations of producers Official documents of CTM Altromercato Press reviews Official documents on the international events	Local market absorption capacity for local and ethnic products do not decrease Demand for fair trade products is maintained No negative shocks occur on the prices for local and ethnic production Participating communities maintain their willingness to collaborate The international partners maintain their long-term plans
Specific objective 3: Support the creation of strategic partnerships among communities at the national and international levels by strengthening existing networks and decentralized cooperation	3.1 Partnerships between communities of producers and of consumers established and strengthened at the national and international levels 3.2 Methodological approaches for carrying out the programme (including the gender approach) are capitalized and diffused through publications and dissemination materials	3.1 Thematic international workshops 3.2 Publications and pedagogic and marketing materials will be disseminated	Number and type of autonomous initiatives involving the partner network and decentralized cooperation Number and type of formalized relationships among partners and decentralized cooperation Exhaustiveness and quality of research materials for project replicability	Project reports Official documents of the partners involved Publication report	Participating communities maintain their willingness to collaborate International partners maintain their long-term plans

